



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

N° DE MARCHE : 009/2025

OBJET DU MARCHE :

**MARCHÉ DE MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET DES APPAREILS ÉLÉVATEURS
MULTIMARQUE ET PRESTATIONS ASSOCIÉES**

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

Table des matières

ARTICLE 1 - PRESENTATION GENERALE DE L'UGECAM ALSACE	5
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	6
2.1 Objet du marché.....	6
2.2 Forme du marché	6
2.3 Parties contractantes	6
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
4.1 Règles de l'Art.....	8
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DES PARTIES	8
5.1 Obligation du titulaire	8
5.2 Utilisation du nom et du logo de l'UGECAM Alsace.....	8
5.3 Environnement et développement durable.....	9
5.4 Plan de continuité de l'activité.....	10
5.5 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	10
5.6 Obligation de l'UGECAM Alsace	11
5.7 Obligation de collaboration.....	11
5.8 Communications et échanges d'informations par voie électronique	12
5.9 Obligation de discrétion	12
5.10 La sous-traitance	12
ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	13
ARTICLE 7 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	13
7.1 Modalités et détermination des prix.....	13
7.2 Contenu des prix.....	13
ARTICLE 8 – RÉVISION DES PRIX	14
8.1 Révision	14
8.1.1 Prestations de maintenance.....	14
8.1.2 Prestations des activités connexes de maintenance.....	15
8.2 Indices et index de référence	15
8.3 Demande de révision.....	16
8.4 Clause butoir (plafonnement)	16
ARTICLE 9 – CLAUSE DE SAUVEGARDE	16
ARTICLE 10 – MODALITÉ D'EXÉCUTION	17

10.1 Modalités de passation des commandes	17
10.1.1 Établissement des devis descriptifs et estimatifs détaillés des prestations ponctuelles...	17
10.1.2 Émission et acceptation des bons de commande	17
10.1.3 Modification, suspension ou annulation d'un bon de commande	18
10.1.4 Annulation d'un bon de commande pour faute du titulaire.....	18
10.2 Evolution du besoin	19
10.3 Délais d'exécution	19
10.4 Conditions particulières d'exécution.....	20
10.4.1 Plan de prévention	20
ARTICLE 11 – VERIFICATION ET ADMISSION	20
11.1 Vérification des prestations d'entretien et de maintenance (prestations récurrentes).....	20
11.2 Réception des prestations ponctuelles	20
ARTICLE 12 – MODALITÉS DE REGLEMENT DES BONS DE COMMANDE	21
12.1 Facturation	21
12.2 Délais et modalités de paiement.....	22
ARTICLE 13 – SOUS TRAITANCE	22
ARTICLE 14 – DELAIS D'EXECUTION ET PENALITÉS.....	23
14.1 Pénalités	23
14.2 Fautes graves.....	25
14.3 La lutte contre le travail dissimulé	26
14.4 Mesures conservatoires	26
14.4.1 Rupture d'approvisionnement	26
14.4.2 Approvisionnement d'office.....	27
ARTICLE 15 – SUIVI D'EXECUTION ET PLAN DE PROGRES	27
15.1 Désignation d'un interlocuteur principal	27
15.4 Suivi et traitement des non-conformités dans l'exécution du marché.....	27
15.4 Plan de progrès.....	28
ARTICLE 16 – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE	28
16.1 Situation juridique ou économique du titulaire	28
16.2 Clause de réexamen	28
ARTICLE 17 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	29
ARTICLE 18 – ACCORDS DE CONFIDENTIALITÉ	29
ARTICLE 19 – ASSURANCES.....	30
ARTICLE 20 - COMMUNICATIONS RÉGLEMENTAIRES	30

ARTICLE 21 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES.....	31
ARTICLE 22 - RÉSILIATION.....	31
ARTICLE 23 – FRAIS ET RISQUES	31
ARTICLE 24 - REVUE DE MARCHÉ	32
ARTICLE 25 – LITIGES	32
ARTICLE 26 – NANTISSEMENT - CESSIION DE CREANCES	32
ARTICLE 27 - DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG-FCS	33

ARTICLE 1 - PRESENTATION GENERALE DE L'UGECAM ALSACE

L'UGECAM Alsace est un organisme privé à but non lucratif, qui gère des établissements sanitaires et médico-sociaux sur les départements du Haut Rhin et du Bas Rhin ces établissements.

Établissement	Adresse	Numéro SIRET
IURC d'Illkirch	10 Avenue Achille Baumann – 67403 ILLKIRCH	42481025700081
IURC de Strasbourg	45 Boulevard Clémenceau - 67082 STRASBOURG	42481025700024
Centre de rééducation fonctionnelle de Schirmeck	32 rue de l'ancien sanatorium - 67130 SCHIRMECK	42481025700032
Centre de Rééducation et de Réadaptation d'Alsace du Nord - Site de Morsbronn	12 Route de Haguenau - 67360 MORSEBRONN-LES- BAINS	42481025700065
Centre de Rééducation et de Réadaptation d'Alsace du Nord - Site de Niederbronn	10 Rue du Maréchal Leclerc - 67110 NIEDERBRONN-LES- BAINS	42481025700057
Centre de Rééducation et de Réadaptation d'Alsace du Nord - Site de Liebfrauenthal	221 Rte de Liebfrauenthal - 67360 GOERSDORF	42481025700214
Résidence de Saâles : - Maison d'accueil spécialisé - EHPAD	9 Route du Centre médical - 67420 SAÂLES	42481025700040
Centre de Réadaptation de Colmar	63 rue de l'Oberharth - 68000 COLMAR	42481025700222
Centre de Rééducation de Lalence	Voie privée - 68460 LUTTERBACH	42481025700156
Résidence et Centre de Rééducation Luppach	Lieu-Dit Luppach - 68480 BOUXWILLER	42481025700099
Hôpital psychiatrique spécialité Le Roggenberg	12 rue brulée - 68130 ALTKIRCH	42481025700164
Centre de rééducation Sainte Anne	Rue Thierernbach - 68500 JUNGHOTZ	42481025700123

Au total ces 12 sites représentent 1 276 lits et place répartis sur les différents services gérés par l'UGECAM dans les domaines suivants SMR, médico-social, psy.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières concernent la passation d'un marché ayant pour objet l'ensemble de prestations d'entretien et de maintenance des d'ascenseurs et monte-charge de l'UGECAM ALSACE.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ce marché est à obligation de résultat.

2.2 Forme du marché

Le Contrat est un accord-cadre mono-attributaire.

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique, ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 modifié portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général (JO du 27 juillet 2018).

2.3 Parties contractantes

Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

**Le Directeur général de l'UGECAM Alsace
10 Avenue Achille Baumann
67400 ILLKIRCH**

Le Titulaire du Marché désigne, dès la notification du Marché la ou les personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...,)

Les entreprises devront préciser les noms et coordonnées d'un référent qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement. Tout changement de référent devra être indiqué au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa nomination. Dans le cas contraire une pénalité sera appliquée.

De plus le ou les titulaires devront fournir une fiche, reprenant les informations suivantes (Annexe 2 à l'AE - CRT) :

- Nom de la société ;
- N° de tel joignable 24h/24 et 7j/7 (non surtaxé et prioritaire) ;
- N° de tel en cas d'indisponibilité du 1^{er} (non surtaxé) ;
- N° de tel d'au moins 2 Responsables en cas d'indisponibilité des 2 premiers numéros.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est prévu pour une durée de 1 an à compter du 01 janvier 2026.

À l'issue de la première année d'exécution, le marché pourra être reconduit tacitement par période de 12 mois dans la limite d'une durée totale allant jusqu'au **31 décembre 2029**. Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction de l'Accord-cadre.

La durée totale de l'Accord-cadre, reconduction comprise, ne peut excéder quatre (4) ans.

L'UGECAM Alsace peut décider de ne pas reconduire l'Accord-cadre. Cette décision, expresse, est envoyée au plus tard trois mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution par lettre recommandée avec avis de réception ou par envoi dématérialisé certifiant la date de réception.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe RGPD ;
- Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) constitué de deux parties et de leurs annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au journal officiel le 1^{er} avril 2021 (document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>) ;
- Les normes et règlements de sécurité en vigueur à la date du marché ;
- L'offre technique et financière du Titulaire (l'Offre) : le Bordereau des Prix unitaires (BPU) et le cadre de réponses techniques (CRT) ;
- Les bons de commande ;
- Le mémoire technique détaillant les modalités d'exécution des prestations attendues et, de manière générale, tous les documents techniques annexés à l'offre.

Les pièces générales, bien que non fournies avec le dossier de consultation, sont réputées connues. Les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste ne soit exhaustive : des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

4.1 Règles de l'Art

Le Titulaire exécute ses prestations conformément aux Règles de l'Art, incluant l'ensemble des textes législatifs, réglementaires, normatifs ou techniques en vigueur, ainsi que toute pratique professionnelle reconnue.

Le non-respect des Règles de l'Art engage sa responsabilité contractuelle.

L'énumération des références dans le marché est indicative et ne saurait être limitative ; leur absence expresse ne peut être invoquée par le Titulaire.

Le CCAG-FCS et les Règles de l'Art sont réputés parfaitement connus du Titulaire.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 Obligation du titulaire

Le Titulaire s'engage à désigner deux interlocuteurs privilégiés de l'UGECAM Alsace dès la notification prévue au dernier paragraphe de l'article 2.3 ainsi qu'à l'annexe 2 à l'AE – CRT :

- Un interlocuteur administratif ;
- Un interlocuteur technique.

Le Titulaire a l'obligation de répondre à toute demande effectuée par bons de commande de l'UGECAM Alsace.

Pour éviter tout rejet de facture par le comptable, le Titulaire s'engage à respecter le montant maximum déterminé au Marché.

5.2 Utilisation du nom et du logo de l'UGECAM Alsace

Les noms, logos, marques et autres éléments protégés restent la propriété exclusive de leur titulaire. Chaque partie autorise l'autre à les utiliser uniquement pour les besoins de l'exécution de l'Accord-cadre et sur tout support, pendant la durée de protection des droits.

Le Titulaire doit obtenir l'accord écrit préalable de l'UGECAM Alsace pour toute action de communication.

5.3 Environnement et développement durable

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire met en œuvre tous les moyens, procédures et politiques environnementales nécessaires, notamment sur les points suivants (liste non exhaustive) :

- Le traitement et le recyclage des déchets des équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- La maîtrise des consommations électriques des matériels ;
- La gestion des dégagements calorifiques des équipements ;
- La consommation de matières premières et la réutilisation des matériaux ;
- La réduction de l'empreinte écologique ;
- La gestion des matériels en fin de vie ;
- La gestion des emballages et des encombrants ;
- Le stockage et le transport des équipements.

Le Titulaire inscrit ainsi son action en lien avec l'UGECAM Alsace dans une démarche de responsabilité sociétale (RSE). À ce titre, il informe l'UGECAM Alsace de toute démarche ou action qu'il pourrait entreprendre ou développer pour renforcer ses engagements RSE, notamment lorsqu'elles concernent ses sous-traitants ou partenaires.

Le Titulaire veille également à sensibiliser ses équipes aux bonnes pratiques visant à limiter l'impact environnemental.

Le titulaire est tenu de conseiller le bénéficiaire lorsque des travaux de maintenance pourraient permettre une meilleure performance énergétique des appareils. Le potentiel gain énergétique est estimé et communiqué au bénéficiaire.

Les pièces de rechange seront issues dès que possible de l'économie circulaire.

Le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

La valorisation ou l'élimination des déchets générés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets générés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Ainsi, chaque titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes de traitement visée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;

3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, les bordereaux de suivi des déchets (BSD) permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires.

5.4 Plan de continuité de l'activité

Le Titulaire s'engage à maintenir la continuité de ses prestations, même en cas d'événement majeur (ex. inondation, pandémie, rupture d'approvisionnement).

Il présente un Plan de Continuité et de Reprise d'Activité (PCA/PRA), comprenant :

- Un délai de prévenance et de déclenchement,
- Une description des moyens humains, matériels et pièces détachées nécessaires,
- Les solutions de contournement en cas de panne, dysfonctionnement grave, grève ou défaillance de sous-traitant (pour les travaux),
- Les procédures d'escalade et de mise en place d'une cellule de crise.

En concertation avec l'UGECAM Alsace, le Titulaire doit recenser les risques impactant les sites concernés et détailler pour chaque site les étapes du PCA/PRA, y compris :

- L'analyse des risques,
- Les outils de suivi ou d'alerte,
- Les procédures de retour à la normale après un mode dégradé.

En cas de défaillance du PCA/PRA, l'UGECAM Alsace se réserve la faculté de recourir à une autre entreprise, aux frais et risques du Titulaire.

5.5 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français, les dispositions, notamment les articles 2 et 5 de la loi n°94-665 du 4 août 1994 complétée par le décret n°95-240 du 3 mars 1995 modifié pris pour son application, les circulaires du 19 mars 1996 et 20 septembre 2001 concernant l'application de la loi suscitée, relatifs à la langue française, trouvant à s'appliquer au Marché.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'Accord-cadre est l'Euro, sous réserve des monnaies applicables dans les COM, conformément à l'article L111-1 du Code monétaire et financier.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les correspondances sont rédigées en français.

5.6 Obligation de l'UGECAM Alsace

L'UGECAM Alsace veille à la bonne exécution du marché et s'engage à assurer la communication et la coordination nécessaires à la réalisation des prestations.

Il intervient auprès du Titulaire en cas de non-respect des obligations contractuelles.

L'UGECAM Alsace s'engage également à :

- Faciliter l'accès du Titulaire aux locaux, équipements et matériels concernés par le présent marché ;
- Mettre à disposition du Titulaire l'ensemble des documents et informations techniques utiles, y compris les rapports et historiques des interventions ;
- Signaler au Titulaire tout changement ou modification des installations intervenu depuis la dernière visite ou contrôle ;
- Assurer le respect des délais nécessaires aux adaptations ou travaux réglementaires éventuels, conformément aux textes législatifs ou réglementaires applicables ;
- Informer le Titulaire de toute observation ou injonction émise par les autorités compétentes (services de contrôle technique, commission de sécurité, inspection du travail, etc.) ;
- Faire procéder, le cas échéant, aux manœuvres, manutentions ou démontages relevant de sa responsabilité et nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Approvisionner ou mettre à disposition le matériel complémentaire éventuellement requis pour les essais ou contrôles réglementaires.

5.7 Obligation de collaboration

Les parties s'engagent mutuellement à s'alerter dans les meilleurs délais en cas de difficulté constatée afin que soit mise en place une solution adaptée.

À la demande de l'une ou l'autre des parties, des réunions dans les locaux de la Direction Régionale de l'UGECAM Alsace sont organisées, traitant notamment de l'avancement et du suivi des prestations, des difficultés rencontrées au cours de l'exécution de l'Accord-cadre ou d'une solution à mettre en place.

Une réunion mensuelle, durant les 6 premiers mois du marché, sera planifiée. Suivrons des réunions trimestrielles durant toute la durée du marché. La périodicité pourra être revue au besoin sans frais supplémentaires.

Lors de ces réunions, le Titulaire est représenté par un interlocuteur commercial et un interlocuteur technique habilités à prendre les décisions quant aux actions à mettre en place.

Ces réunions se tiendront exclusivement à la direction régionale de l'UGECAM Alsace à Illkirch.

La présence d'un interlocuteur technique et d'un interlocuteur commercial est nécessaire à chacune de ces réunions.

5.8 Communications et échanges d'informations par voie électronique

Les communications et les échanges d'informations effectués en application du Contrat sont préférentiellement réalisés par voie électronique et en application, notamment, de l'article 7 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics.

Le présent article a notamment pour objet de déterminer les conditions d'utilisation des supports électroniques aux fins de notifier au Titulaire des décisions ou informations qui font courir un délai, conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

En début de Marché, le Titulaire communique la ou les adresses électroniques de contact qui servira(ont) aux communications et échanges d'information sur support électronique.

Les parties sont réputées avoir reçu la communication ou la notification à la date de première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par le profil acheteur, ou, à défaut de consultation dans un délai de deux jours ouvrés jours, à compter de la date de mise à disposition du message sur le profil acheteur.

5.9 Obligation de discrétion

Le personnel du Titulaire, ainsi que celui de ses fournisseurs et sous-traitants (pour les travaux), est soumis au secret professionnel et à l'obligation de discrétion et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, fichiers et décisions dont il aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'UGECAM Alsace à résilier le marché aux torts du Titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles.

5.10 La sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter certaines parties du marché dans les conditions de l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra produire :

- une déclaration spéciale contenant les renseignements suivants :
 - 1) La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
 - 2) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
 - 3) Le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant,
 - 4) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
 - 5) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics
- une note de présentation du sous-traitant avec tous les justificatifs permettant d'attester de la capacité de celui-ci pour les services considérés.

ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les modalités détaillées de traitement et de protection des données personnelles applicables dans le cadre du présent marché figurent en Annexe au présent CCAP.

ARTICLE 7 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Modalités et détermination des prix

L'Accord-cadre est traité à prix forfaitaires pour la maintenance et à prix unitaires pour les lignes du BPU, révisables.

Les prix unitaires présentés dans le(s) BPU sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

7.2 Contenu des prix

Les prix sont établis conformément aux articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG-FCS et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents à leur mise en œuvre.

Ils couvrent notamment l'ensemble des moyens en personnel et en matériel adaptés en qualité et en quantité aux prestations prévues au présent marché, y compris la participation du Titulaire aux réunions, visites et contrôles nécessaires, ainsi que la remise des livrables correspondants, le cas échéant.

Les sujétions résultant de l'application de réglementations spécifiques liées à la nature des établissements de l'UGECAM Alsace sont réputées incluses dans les prix.

Ils comprennent toutes les charges fiscales ou autres, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix ne comprennent pas les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations, qui restent à la charge de l'UGECAM Alsace.

Concernant les pièces détachées :

- Le prix des pièces détachées référencées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ne comprend pas la main-d'œuvre ni les déplacements, sauf mention contraire ;
- Le prix de la main-d'œuvre indiqué au BPU comprend les déplacements nécessaires à l'intervention ;
- Le prix des pièces détachées non référencées au BPU est établi sur devis détaillé, conformément aux stipulations du marché, et inclut, le cas échéant, la main-d'œuvre et les déplacements selon le tarif BPU ;
- Le Titulaire s'engage à indiquer dans son offre initiale le taux de marge qu'il applique sur le prix d'achat des pièces détachées, notamment pour celles qui ne sont pas référencées au BPU.

Ce taux de marge servira de base pour l'établissement des devis détaillés en cas de travaux occasionnels. Il devra prouver par tout moyen qu'il a bien appliqué ce taux pour ses achats hors BPU, avant toute commande de l'UGECAM Alsace.

Il sera prévu une suspension de facturation de la maintenance à partir de 60 jours d'arrêt d'un appareil.

ARTICLE 8 – RÉVISION DES PRIX

8.1 Révision

Les prix du marché sont invariables pendant la première année d'exécution et sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres (M0).

8.1.1 Prestations de maintenance

À compter de la deuxième année, les prix sont révisés chaque année à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P_n = P_o \times [(0,60 \times ICHT-IME_n / ICHT-IME_o) + (0,25 \times MIG EBIQ_n / MIG EBIQ_o) + (0,15 \times BT48_n / BT48_o)]$$

Dans laquelle :

- P_n = prix révisé,
- P_o = prix initial établi au mois M0 (mois de remise des offres) ou prix issu de la dernière révision,

- $ICHT-IME_n$ = dernière valeur définitive connue de l'Indice du Coût Horaire du Travail dans les Industries Mécaniques et Électriques, 2 mois avant la date anniversaire du marché,
- $ICHT-IME_o$ = valeur de l'Indice au mois M0 pour la première révision ou dernier indice utilisé pour la révision précédente,
- $EBIQ_n$ = dernière valeur définitive connue de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français (Énergie, Biens Intermédiaires et Biens d'Investissement), 2 mois avant la date anniversaire,
- $EBIQ_o$ = valeur de l'Indice EBIQ au mois M0 ou dernier indice utilisé pour la révision précédente,
- $BT48_n$ = dernière valeur définitive connue de l'Indice du Bâtiment – Ascenseurs, 2 mois avant la date anniversaire du marché,
- $BT48_o$ = valeur de l'Indice BT48 au mois M0 pour la première révision ou dernier indice utilisé pour la révision précédente.

8.1.2 Prestations des activités connexes de maintenance

Les prix des prestations des activités connexes de maintenance sont révisés chaque année à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P_n = P_o \times [0,70 + 0,3 \times (BT48_n / BT48_o)]$$

Dans laquelle :

- P_n = prix révisé ;
- P_o = prix initial établi au mois M0 (mois de remise des offres) ou issu de la dernière révision, le cas échéant ;
- $BT48_n$ = dernière valeur définitive connue de l'Index du bâtiment - Ascenseurs, 2 mois avant la date anniversaire du Contrat
- $BT48_o$ = dernière valeur définitive connue de l'Index du bâtiment – Ascenseurs au mois M0 pour la première révision ou dernière valeur définitive de l'Index utilisée pour la révision suivante

8.2 Indices et index de référence

Pour l'application des formules de révision prévues ci-dessus, l'ensemble des valeurs des indices est publié sur le site de l'INSEE avec les identifiants suivants :

- N° 001565183 pour l'indice ICHT-IME ;
- N° 010764358 pour l'indice MIG EBIQ ;
- N° 001763861 pour l'indice TCH ;
- N° 000604030 pour l'indice ICC ;
- N° 001710980 pour l'index BT48.

En cas de disparition d'un indice ou index, il n'est pas nécessaire d'établir un avenant lorsque l'INSEE publie une nouvelle série correspondante accompagnée d'un coefficient de raccordement unique. Dans ce cas, le nouvel indice ou index se substitue de plein droit à l'ancien, selon les coefficients de raccordement publiés, et cette substitution s'applique rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ou index initial ne peut plus être appliqué.

En revanche, si plusieurs séries correspondantes sont proposées, le choix de la série de remplacement doit faire l'objet d'un avenant, sauf si l'objet même du marché rend ce choix évident et que le libellé de l'indice ou index (notamment son numéro de référence) n'est pas substantiellement modifié ou lorsque l'objet du marché justifie l'utilisation de plusieurs indices ou index dans la nouvelle série par rapport à l'ancienne.

En cas de suppression pure et simple de l'indice ou index sans remplacement publié, les Parties conviennent de déterminer d'un commun accord, par voie d'avenant, un nouvel indice ou index approprié.

8.3 Demande de révision

La demande de révision est notifiée par le Titulaire à l'UGECAM Alsace, par tout moyen dématérialisé permettant de justifier la date de réception, au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché.

Elle mentionne les valeurs des indices retenus, le coefficient de révision appliqué et comprend un Bordereau des Prix Unitaires (BPU) mis à jour.

Après validation des nouveaux prix par l'UGECAM Alsace, ceux-ci s'appliquent à compter de la date anniversaire et restent invariables jusqu'à la prochaine révision prévue aux conditions du présent CCAP.

À défaut de demande dans les délais impartis, les prix applicables restent ceux de la révision précédente ou, à défaut, ceux de l'offre initiale.

8.4 Clause butoir (plafonnement)

L'évolution des prix unitaires inscrits au BPU, résultant de la révision prévue à l'article 8, est limitée à une augmentation maximale de 3 % par révision annuelle.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

Si, en application des articles 8.1.1 et 8.1.2 du présent CCAP, l'augmentation des prix révisés est supérieure à 3 % par rapport aux prix précédemment en vigueur, l'UGECAM Alsace se

réserve la possibilité de résilier le marché de plein droit, sans préavis ni indemnité au profit du Titulaire, par dérogation expresse à l'article 38 du CCAG-FCS.

ARTICLE 10 – MODALITÉ D'EXÉCUTION

10.1 Modalités de passation des commandes

10.1.1 Établissement des devis descriptifs et estimatifs détaillés des prestations ponctuelles

Pour toute prestation ponctuelle ou en cas d'anomalie constatée lors d'une maintenance préventive ou curative nécessitant une intervention hors BPU, le Titulaire fournit un devis descriptif et estimatif détaillé dans un délai maximum de 48h à compter du constat de l'anomalie ou de la demande de l'UGECAM Alsace.

Le devis précise notamment :

- La quantité et le coût horaire de la main-d'œuvre ainsi que les frais de déplacement, conformément au BPU ;
- La quantité et le coût unitaire des pièces à remplacer, selon le BPU ou, à défaut, sur la base du prix d'achat certifié par une facture fournisseur.

En cas d'urgence constatée par le Titulaire ou l'UGECAM Alsace, une action corrective immédiate peut être engagée avant validation formelle du devis.

10.1.2 Émission et acceptation des bons de commande

Les bons de commande peuvent être notifiés par tout moyen permettant de justifier leur réception, notamment par courrier recommandé avec accusé de réception, courriel, profil d'acheteur.

Chaque bon de commande précise a minima :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La référence du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité des prestations à réaliser ;
- La date et les heures d'exécution souhaitées ;
- Le ou les lieux d'exécution (site(s), bâtiment(s)) ;
- Les prix unitaires HT et TTC ;
- Le montant total HT et TTC ;
- Le cas échéant, le caractère d'urgence de la commande ;
- Et tout autre renseignement utile à sa bonne exécution.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution des prestations commandées ne pourra pas excéder la date de fin du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le Titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande pour présenter ses réserves ou observations, par tout moyen permettant d'attester la date de leur réception. Passé ce délai, le Titulaire est réputé disposer de toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations aux conditions définies contractuellement.

10.1.3 Modification, suspension ou annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié, suspendu ou annulé, en tout ou partie, par décision de l'UGECAM Alsace, sans faute du Titulaire.

Cette décision précise sa date d'effet et prend effet, à défaut de précision, à la date de sa notification au Titulaire.

Cette modification, suspension ou annulation ne donne lieu à aucun frais pour l'UGECAM Alsace si la décision est notifiée dans un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum à compter de la réception du planning par le Titulaire.

Au-delà de ce délai, ou si les prestations ont déjà commencé à la date d'effet de la décision, les frais justifiés restant à la charge du Titulaire peuvent être remboursés par l'UGECAM Alsace, sous réserve qu'ils ne résultent pas d'une faute du Titulaire ou d'un différend imputable à celui-ci.

Le Titulaire dispose alors d'un délai de quinze (15) jours, sous peine de forclusion, pour présenter une demande de paiement détaillant les frais exposés, accompagnée des justificatifs. Aucun forfait minimum de dédommagement n'est applicable. La demande est acceptée ou rejetée selon les conditions de l'article 11.6 du CCAG-FCS.

Lors de l'établissement d'un bon de commande, un planning précis (dates effectives des travaux) sera transmis par le Titulaire et rendu contractuel.

Si ce planning ne convient à l'UGECAM Alsace, le bon de commande peut être modifié, suspendu ou annulé, en tout ou partie.

10.1.4 Annulation d'un bon de commande pour faute du titulaire

Lorsque le Titulaire n'exécute pas ou ne respecte pas une obligation prévue par le présent marché, l'UGECAM Alsace peut, après mise en demeure restée infructueuse, annuler tout ou partie des bons de commande concernés, sans préjudice de tout autre droit, action ou recours visant à obtenir réparation du préjudice éventuellement subi.

Cette annulation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

L'UGECAM Alsace peut pourvoir à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, notamment en cas de défaillance du plan de continuité ou de reprise d'activité.

Préalablement, le Titulaire est mis en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout moyen dématérialisé donnant date certaine, de remédier aux manquements constatés dans le délai imparti. À défaut de précision, ce délai est fixé à quinze (15) jours.

Le Titulaire peut présenter ses observations, et l'absence de mention de ce droit dans la mise en demeure n'affecte pas sa validité. La mise en demeure précise que parmi les sanctions envisagées figurent l'annulation du ou des bons de commande concernés ainsi que, le cas échéant, leur exécution aux frais et risques du Titulaire.

10.2 Evolution du besoin

Le Titulaire accepte toute modification du périmètre des prestations relevant du présent marché, notamment l'intégration ou le retrait d'installations (ascenseurs existants ou nouveaux, bâtiments ou sites) résultant de restructurations internes, d'acquisitions, de constructions, de fusions, de cessions ou de destructions.

Ces modifications ne donnent lieu à aucune indemnité et ne nécessitent pas la conclusion d'un avenant, dès lors qu'elles ne changent pas la nature globale du marché.

L'UGECAM Alsace informe le Titulaire de toute modification de périmètre par tout moyen donnant date certaine, sauf indication d'une date différente de prise d'effet.

La modification prend effet à la date de la communication de l'information, sauf si ladite communication indique une date différente.

10.3 Délais d'exécution

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, le délai d'exécution d'un bon de commande court à compter de la date de sa notification.

Les délais d'exécution des prestations de maintenance sont définis sur la base des besoins communiqués par l'UGECAM Alsace et du planning annuel d'exécution des interventions préventives. Ce planning fait, le cas échéant, l'objet d'une validation lors d'une réunion de mise au point entre le Titulaire et l'UGECAM Alsace.

Le Titulaire s'engage à respecter le planning ainsi validé.

Ces délais peuvent être prolongés dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

10.4 Conditions particulières d'exécution

10.4.1 Plan de prévention

Les prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité sont appliquées conformément aux articles R4511-1 à R4514-10 du Code du travail et aux protocoles internes à l'UGECAM Alsace.

Le Titulaire respecte l'ensemble de la réglementation applicable à la date d'exécution et en assume seul la responsabilité.

Un plan de prévention est établi conjointement avec l'UGECAM Alsace et remis à la personne référente ainsi qu'aux organismes compétents dans un délai de quinze (15) jours suivant le début des prestations.

Il est mis à jour par le Titulaire, qui informe l'UGECAM Alsace de toute modification.

ARTICLE 11 – VERIFICATION ET ADMISSION

11.1 Vérification des prestations d'entretien et de maintenance (prestations récurrentes)

Les opérations de vérification et d'admission sont régies par les articles 27 à 31 du CCAG-FCS. Elles sont réalisées sur le lieu et au moment de l'exécution par un représentant de l'UGECAM Alsace.

Les vérifications simples, ne nécessitant qu'un examen sommaire, sont effectuées, dans la mesure du possible, au moment même de l'exécution de la prestation. L'UGECAM Alsace peut formuler une réclamation le jour même.

Les vérifications plus approfondies sont menées selon les conditions fixées à l'article 27 du CCAG-FCS. À l'issue de ces opérations, l'admission est prononcée par un représentant de l'UGECAM Alsace, sous réserve de vices cachés.

À défaut de notification dans un délai de quinze (15) jours ouvrables, l'admission est réputée acquise.

L'admission vaut transfert de propriété pour les fournitures livrées au cours des prestations.

En cas de non-conformité constatée, l'UGECAM Alsace peut prononcer un ajournement, une réfaction ou un rejet partiel ou total, conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

Le Titulaire est tenu de remplacer, à ses frais, toute prestation ou fourniture rejetée ou ajournée par une nouvelle prestation ou fourniture conforme.

11.2 Réception des prestations ponctuelles

Sans préjudice des articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS, le Titulaire informe l'UGECAM Alsace par écrit de la date prévisionnelle d'achèvement des prestations ponctuelles.

À réception de cet avis, l'UGECAM Alsace convoque le Titulaire, pour procéder aux opérations préalables à la réception dans un délai de vingt (20) jours.

Si la date n'est pas fixée dans ce délai, le Titulaire peut relancer par lettre recommandée ou envoi dématérialisé donnant date certaine. L'UGECAM Alsace fixe alors une date dans les quinze (15) jours suivants, faute de quoi la réception est réputée acquise.

Les opérations préalables comprennent notamment :

- La vérification des ouvrages réalisés et de leur conformité ;
- La constatation de l'achèvement ou de l'inexécution éventuelle des prestations ;
- La vérification des conditions de pose conditionnant les garanties ;
- La constatation des éventuelles malfaçons ou imperfections ;
- Et, le cas échéant, le constat du repliement des installations et la remise en état des lieux.

Ces opérations donnent lieu à un procès-verbal signé par l'UGECAM Alsace et le Titulaire. En cas de refus de signature par le Titulaire, il en est fait mention.

L'UGECAM Alsace notifie sa décision de réception (avec ou sans réserves) au Titulaire dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date du procès-verbal. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des prestations.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit y remédier dans le délai fixé par l'UGECAM Alsace. À défaut, ces prestations pourront être exécutées aux frais et risques du Titulaire après mise en demeure restée infructueuse.

En cas d'imperfections mineures n'affectant pas la sécurité ou l'usage des ouvrages, l'UGECAM Alsace peut proposer une réfaction sur les prix. Si le Titulaire l'accepte, la réception est prononcée sans réserve ; sinon, les réparations restent dues.

Toute prise de possession des ouvrages doit être précédée de leur réception, sauf urgence, auquel cas un état des lieux contradictoire est établi préalablement.

ARTICLE 12 – MODALITÉS DE REGLEMENT DES BONS DE COMMANDE

12.1 Facturation

Le règlement des prestations récurrentes s'effectue au trimestre à terme échu.

Les prestations ponctuelles sont réglées après admission, sur la base du devis accepté reprenant des prix du BPU ou, à défaut, des prix d'achat justifiés par facture fournisseur avec le coefficient de majoration annoncé au BPU.

Les factures sont établies et transmises exclusivement via le portail public de facturation Chorus Pro, conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

Elles comportent toutes les mentions obligatoires permettant leur contrôle (notamment date, désignation du Titulaire et de l'UGECAM Alsace, numéro de bon de commande, nom de l'établissement et désignation de l'équipement concerné, détail des prestations).

Sur ces factures figurent, outre les mentions légales et les éléments cités ci-avant, les indications suivantes :

- L'identification du Titulaire du marché (nom, n° Siret, n° de TVA intracommunautaire, adresse, RIB) ;
- La date de facturation ;
- La référence au marché et éventuellement au bon de commande correspondant ;
- Le mois au titre duquel les prestations sont effectuées ;
- Le prix unitaire HT par ligne ;
- Le montant total HT, le montant total TTC et le montant total de la TVA.

12.2 Délais et modalités de paiement

Le délai global de paiement est de trente (30) jours, à réception de facture.

Ce délai court à compter de la réception de la facture conforme et de l'ensemble des justificatifs, ou, le cas échéant, de la réception effective des prestations lorsqu'elle est postérieure.

Le paiement est effectué par virement au compte mentionné dans l'acte d'engagement, sous réserve de la bonne exécution de la prestation.

Ce délai peut être suspendu par notification (mail, puis éventuellement lettre recommandée avec AR) indiquant les raisons, imputables au Titulaire, qui s'opposent au règlement. Le délai reste suspendu jusqu'à la réception complète des justificatifs demandés.

À l'expiration du délai de paiement, sauf contestation des factures, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires, calculés selon le taux légal applicable, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 €, conformément aux dispositions du Code de la commande publique et du Code de commerce.

Le régime des avances est géré conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, option A. Des acomptes peuvent être versés selon les dispositions légales en vigueur, après présentation des situations ou pièces justificatives conformes.

ARTICLE 13 – SOUS TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 14 – DELAIS D'EXECUTION ET PENALITÉS

En cas de manquement aux obligations contractuelles, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités financières.

Ces pénalités, exprimées en euros hors taxes, sont calculées sur la base du prix forfaitaire annuel HT révisé et sont cumulables entre elles, dans la limite de 25 % du montant annuel HT du contrat, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

Les pénalités peuvent être recouvrées, au choix de l'UGECAM Alsace, soit par déduction sur facture, soit par émission d'un titre de recettes jusqu'au paiement du dernier bon de commande émis dans le cadre du marché.

Pour le calcul des délais :

- En cas de personne bloquée, le temps de référence court à partir du premier appel enregistré vers la plateforme du Titulaire (appel cabine/téléphonique).
- En cas de panne, le délai est décompté à partir de l'appel enregistré sur la plateforme de dépannage du Titulaire.

14.1 Pénalités

Nature du manquement	Délai de référence	Montant de la pénalité	Observations
Dépannage et interventions			
Retard sur intervention (hors personne incarcérée)	Après 2h	100€ HT initiaux puis 50€ par tranche de 1h de retard	Le délai est décompté à partir de l'appel enregistré sur la plateforme de dépannage du Titulaire. <i>Toute heure entamée est comptabilisée</i>
	Appareils prioritaires 1h		
Retard intervention personne incarcérée	Après 45 min	100€ HT initiaux puis 50€ par quart d'heure de retard	Le délai est décompté à partir de l'appel cabine. L'objectif est de garantir la sécurité des usagers. <i>Tout quart d'heure entamé est comptabilisé.</i>
Retard remise en service (pièces stock)	Après 8h	120€ HT initiaux puis 50€ par jour de retard	S'applique en cas d'indisponibilité des pièces pourtant prévues en stock. <i>Tout jour entamé est comptabilisé</i>
	Appareils prioritaires 4h		
Délai de remise en état			
Retard de remise en état après état des lieux contradictoire	Délais fixés au planning ou au PV d'état des lieux	150 € HT par jour calendrier de retard par appareil puis 50€ par jour de retard	Chaque jour de retard constaté après délai contractuel ou convenu est sanctionné. <i>Tout jour entamé est comptabilisé</i>

Visites périodiques et contrôle			
Retard visite périodique	-	150€ HT par appareil	Chaque appareil concerné par un retard de visite fait l'objet d'une pénalité distincte.
Absence contrôle quinquennal ou audit	-	150€ HT	Absence non justifiée lors des contrôles quinquennaux obligatoires ou des audits de maintenance.
Essai non réalisé au contrôle quinquennal	-	150€ HT par essai	S'applique par essai manquant lors des contrôles quinquennaux de sécurité.
Qualité maintenance / sécurité			
Faute grave sécurité	-	500€ HT par appareil + 50 € HT par jour de non remise en état	Tout manquement aux dispositifs de sécurité listés au CCTP est sanctionné.
Panne répétitive (>2/mois ou >6/an)	-	80€ HT par panne supplémentaire	Au-delà du seuil, chaque panne supplémentaire déclenche la pénalité.
Non-respect du plan de prévention / sécurité	Immédiat	100 € HT par constat de non-respect	Toute violation des règles HSE (hygiène, sécurité, environnement) sur site.
Reporting et suivi			
Répétitivité observations non levées	-	40€ HT par observation non réalisée	Observation signalée non levée dans les délais impartis par l'UGECAM Alsace.
Non-réponse à une demande écrite de l'UGECAM Alsace	1 jour ouvré après réception	75€ HT par jour de retard	La pénalité s'applique si le Titulaire ne fournit pas les informations ou justificatifs demandés par écrit (mail ou courrier) dans le délai imparti. Chaque nouvelle tranche d'une journée de retard est sanctionnée, sauf cas de force majeure.
Omission carnet entretien	-	50€ HT	Toute omission d'inscription au carnet d'entretien en machinerie est pénalisée. Un carnet dématérialisé uniquement n'est pas accepté.
Omission de présentation à l'accueil et/ou service technique lors d'une intervention	-	50€ HT	Toute omission de présentation et inscription au registre de sécurité de chaque établissement est pénalisée.

Retard transmission levée de réserves	Par jour	50 € HT par appareil	Non-retour du document de levée de réserves dans les délais convenus par l'UGECAM Alsace
Non-remise du rapport annuel de maintenance	Janvier N+1	500 € HT par mois de retard	Pour garantir le suivi réglementaire et l'anticipation des investissements.
Absence et réunions			
Absence de RV de suivi marché/chantier	-	150€ HT	Absence non motivée ou non excusée à un rendez-vous de suivi de marché ou de chantier, sans préavis minimum de 48h.
Facturation			
Facture non conforme / fausse / incomplète	Dès constat de non-conformité	50 € HT par facture non conforme	Dépassement des obligations (respect des dispositions contractuelles, mentions obligatoires, justificatifs).
Retard dans la présentation des pièces justificatives	5 jours ouvrés après demande écrite	25 € HT par jour de retard	Pour chaque document manquant (ex. facture fournisseur, justificatif d'achat).

Toute heure entamée est due.

Le montant de la pénalité est déduit du règlement des factures en cours ou à venir.

14.2 Fautes graves

Constitue une faute grave tout incident, défaut d'entretien ou manquement pouvant menacer la sécurité des usagers ou intervenants ou enfreindre la réglementation en vigueur.

Sont notamment considérés comme faute grave :

- Dispositif anti-patinage hors service ou ne remplissant plus son office ;
- Fixation des câbles de traction défectueuse (absence de goupille, contre-écrous desserrés, serre câbles en nombre insuffisant ou montés à l'envers ou absents après une boîte à coins) ;
- Fusibles shuntés par un élément non conforme à l'usage ou pour lequel il n'est pas donné de caractéristiques par un fournisseur ;
- Manque d'huile dans le treuil ou le moteur ou dans le circuit hydraulique ;
- Un toron sectionné sur l'ensemble des câbles ;
- Tous les organes de protection ou de sécurité ne remplissant pas leur office ;
- Parachute ne fonctionnant pas ;
- Tout organe de protection ou de sécurité passive ne remplissant plus sa fonction normalement ;

- Absence de garde câbles sur les poulies montées en porte-à-faux ;
- Téléalarme inopérante (La gestion du GSM et de la téléalarme appartiennent au prestataire et à ce contrat) ;
- Absence de coulisseau cabine et/ou contrepoids.

D'autre part, toute panne simultanée de l'ensemble des appareils d'une même batterie pour une cause autre qu'un défaut d'alimentation électrique sera considéré comme faute grave.

Pour chaque faute grave, une pénalité initiale de 500€ HT par appareil concerné sera appliquée, complétée d'une pénalité de 50 € HT par de non remise en état.

14.3 La lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5% du montant hors taxes du marché lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

L'UGECAM Alsace, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. L'UGECAM Alsace transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UGECAM Alsace, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

14.4 Mesures conservatoires

14.4.1 Rupture d'approvisionnement

En cas de rupture ou de difficulté d'approvisionnement en pièces détachées, le Titulaire s'engage à en informer l'UGECAM Alsace dès qu'il en a connaissance. Cette information doit être confirmée par écrit sans délai, en précisant la date ou la période estimée de retour à la normale.

À défaut de solution rapide mise en œuvre par le Titulaire pour y remédier, l'UGECAM Alsace pourra, après mise en demeure restée infructueuse, résilier l'Accord-cadre aux torts du Titulaire.

14.4.2 Approvisionnement d'office

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, si le Titulaire ne réalise pas la prestation à la date prévue, ou si les nécessités de service imposent un remplacement immédiat, l'UGECAM Alsace peut s'approvisionner chez un autre fournisseur, aux frais et risques du Titulaire, sans mise en demeure préalable.

Toute différence de prix au détriment de l'UGECAM Alsace est déduite de plein droit des factures du Titulaire ou, à défaut, recouvrée par titre de recettes.

ARTICLE 15 – SUIVI D'EXECUTION ET PLAN DE PROGRES

15.1 Désignation d'un interlocuteur principal

Le Titulaire désigne un interlocuteur principal pour l'exécution de l'Accord-cadre, disposant de l'autorité, des compétences et des pouvoirs nécessaires pour gérer, coordonner et prendre toute décision utile. En cas de remplacement, le Titulaire en informe immédiatement l'UGECAM Alsace et propose un remplaçant de niveau équivalent.

L'UGECAM Alsace organise une réunion de lancement puis des comités de pilotage périodiques, en principe trimestriels, pour :

- Suivre l'exécution du marché ;
- Prévenir ou traiter les incidents ;
- Assurer la coordination générale.

L'interlocuteur dédié du Titulaire y participe obligatoirement. La personne désignée sera en mesure de répondre aux interrogations à titre commercial et/ou technique.

La composition, la fréquence et les documents de ces comités sont définis d'un commun accord entre les parties.

15.4 Suivi et traitement des non-conformités dans l'exécution du marché

Toute non-conformité constatée par l'UGECAM Alsace ou son conseil dans l'exécution du marché peut faire l'objet d'un signalement écrit transmis au Titulaire par tout moyen donnant date certaine.

Le Titulaire dispose d'un délai maximum de **cinq (5) jours** à compter de la notification pour répondre et présenter les mesures correctives mises en place pour éviter toute réitération.

En cas de non-réponse ou de persistance des non-conformités, l'UGECAM Alsace pourra adresser une mise en demeure fixant un délai pour remédier aux manquements. À défaut

d'exécution, l'UGECAM Alsace se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre pour faute du Titulaire, sans indemnité, conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS.

15.4 Plan de progrès

Le Titulaire peut, tout au long de l'exécution de l'Accord-cadre, proposer à l'UGECAM Alsace toute action ou mesure visant à améliorer la qualité des prestations, à optimiser les coûts ou à répondre à des enjeux techniques, environnementaux ou organisationnels.

Ces propositions peuvent être étudiées dans le cadre des réunions de suivi et, le cas échéant, faire l'objet d'un avenant précisant les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre.

ARTICLE 16 – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

16.1 Situation juridique ou économique du titulaire

Le Titulaire informe l'UGECAM Alsace sans délai de toute modification importante susceptible d'affecter l'exécution de l'Accord-cadre, notamment :

- Changement de raison sociale, forme juridique, siège social ou coordonnées bancaires;
- Changement de contrôle ou de répartition du capital ;
- Apport, fusion, cession de fonds ou tout transfert impactant l'exécution du marché.

Les modifications mineures (ex. : changement d'adresse, de coordonnées bancaires, changement de dénomination sans création d'une nouvelle entité) sont constatées par certificat administratif.

Tout transfert ou cession totale ou partielle de l'Accord-cadre à un tiers est soumis à l'autorisation préalable et écrite de l'UGECAM Alsace, qui s'assure que le cessionnaire présente les mêmes garanties financières et professionnelles.

Un avenant formalisera le transfert, qui emporte reprise pure et entière des droits et obligations, y compris pour les bons de commande en cours.

En l'absence d'information dans le délai de 15 jours suivant le changement, l'UGECAM Alsace peut résilier l'Accord-cadre aux torts du Titulaire.

16.2 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le contenu des prestations peut évoluer pendant la durée de l'Accord-cadre pour tenir compte notamment :

- Des évolutions technologiques et techniques ;
- Des modifications réglementaires rendant nécessaire l'adaptation des prestations ;

- De la réorganisation des établissements et des services (ex. évolution de l'activité hospitalière, évolution des pathologies traitées, fermeture ou transfert d'activité d'un service ou site) ;
- Ou d'événements extérieurs imprévisibles.

Le Titulaire peut proposer toute adaptation ou remplacement de prestations jugé équivalent ou plus performant, sans surcoût dans la mesure du possible.

Toute proposition du Titulaire est accompagnée d'un dossier présentant :

- Les caractéristiques des prestations actuelles et celles proposées,
- Les motifs justifiant l'évolution,
- Les impacts techniques et financiers.

En cas d'évolution à l'initiative de l'UGECAM Alsace, les modalités de mise en œuvre sont définies conjointement avec le Titulaire.

Dans tous les cas, toute modification validée fait l'objet d'un avenant au contrat initial.

L'UGECAM Alsace statue sur toute demande d'adaptation dans un délai d'un mois ; à défaut de réponse, la demande est réputée rejetée.

Si le Titulaire n'est plus en mesure de fournir les prestations conformes aux évolutions rendues obligatoires, l'UGECAM Alsace peut résilier l'Accord-cadre sans indemnité.

ARTICLE 17 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS, les résultats issus du présent Accord-cadre (rapports, carnets d'entretien, documents techniques) restent la propriété de l'UGECAM Alsace, qui peut les exploiter librement pour ses besoins.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer ni utiliser à d'autres fins les données de l'UGECAM Alsace et garantit la jouissance paisible de ces droits sans atteinte aux droits de tiers.

Les stipulations du présent article restent applicables après la fin de l'Accord-cadre, pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 18 – ACCORDS DE CONFIDENTIALITÉ

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire et l'UGECAM Alsace s'engagent à préserver la confidentialité de toute information signalée comme telle et communiquée dans le cadre de l'exécution du marché (notamment concernant les moyens techniques, l'organisation ou les données sensibles).

Le Titulaire s'engage notamment à :

- Utiliser les informations confidentielles exclusivement pour les besoins du marché ;
- Ne pas divulguer ces informations à des tiers sans accord préalable écrit de l'UGECAM Alsace ;

- Restreindre l'accès à ces données aux seuls personnels habilités, eux-mêmes liés par un engagement de confidentialité ;
- Ne pas copier, diffuser ou sortir des supports ou configurations sans autorisation écrite préalable de l'UGECAM Alsace.

Ne sont pas couvertes par cette obligation les informations déjà accessibles au public ou rendues obligatoirement communicables par la loi.

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le Titulaire s'engage à souscrire et maintenir pendant toute la durée du marché une police d'assurance « responsabilité civile professionnelle » couvrant tous les risques matériels, corporels et immatériels dont il pourrait répondre vis-à-vis de l'UGECAM Alsace et des tiers, notamment pour tout dommage causé par l'exécution de ses prestations.

Cette assurance couvre également, le cas échéant, la prise en charge et la réparation des dommages affectant les personnes, matériels, produits ou documents transportés.

Elle doit être en vigueur à compter de la notification de l'Accord-cadre et rester valide sans interruption jusqu'à la fin des prestations.

Le Titulaire doit pouvoir justifier à tout moment de la validité de ses assurances :

- Il fournit, dans son offre, une attestation d'assurance à jour.
- Il transmet spontanément chaque année une attestation actualisée à l'UGECAM Alsace, sans demande préalable.
- Il produit tout justificatif demandé sous 15 jours calendaires après réception de la demande.

À défaut de présentation dans ce délai, l'UGECAM Alsace pourra résilier le marché aux torts du Titulaire, sans indemnité et à ses frais et risques.

Le Titulaire fait son affaire du paiement des primes et franchises éventuelles.

Si nécessaire, l'UGECAM Alsace se réserve le droit d'exiger un complément de garantie ou une hausse du plafond de couverture, sans incidence sur les prix du marché.

ARTICLE 20 - COMMUNICATIONS RÉGLEMENTAIRES

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Le titulaire devra veiller à la mise à jour constante de ces pièces sur la plateforme e-attestations.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

Les obligations imposées au Titulaire concernant les obligations liées au RGPD, à la sécurité et à la protection des données figurent en annexe au présent CCAP.

ARTICLE 22 - RÉSILIATION

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le présent marché pourra être résilié à tout moment pour les lots concernés aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

Sont notamment constitutifs de faute :

- Le non-respect des engagements contractuels ou des délais ;
- La non-réponse à une sollicitation de l'UGECAM Alsace ou de son conseil ;
- La constatation d'une faute grave telle que définie à l'article 14.2 sur présent CCAP,
- La non-communication des attestations réglementaires (fiscales, sociales, assurances) ;
- Une situation de non-conformité répétée des prestations ;
- Le refus de produire tout document exigé par la réglementation.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'établissement et le titulaire du marché ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 23 – FRAIS ET RISQUES

En cas de défaillance du prestataire retenu ou si celui-ci ne remplit pas les obligations que lui imposent les Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières, ou s'il les remplit de façon inexacte et incomplète, la direction régionale de l'UGECAM Alsace se réserve le droit :

- Soit de pourvoir à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article 45 du Cahier des clauses administratives générales/FCS ;
- Soit de prononcer la résiliation du marché conformément au CCAG-FCS et selon les procédures décrites à l'article 9.3 du CCAP.

ARTICLE 24 - REVUE DE MARCHÉ

Le marché sera évalué et revu conjointement par chaque établissement et le Titulaire, une fois par an, autour de la date anniversaire du marché, lors d'une « revue de marché ».

À cette occasion, le Titulaire présentera notamment une synthèse incluant :

- Le nombre d'interventions préventives et correctives réalisées par appareil et par site,
- Les taux de pannes par appareil (avec comparaison aux seuils contractuels),
- Les délais d'intervention et de remise en service réellement constatés,
- Les non-conformités ou réserves émises et leur traitement,
- Les pénalités éventuellement appliquées,
- Les actions mises en place pour lever les observations répétitives.

Le Titulaire proposera un plan d'actions pour résoudre les difficultés rencontrées et améliorer la qualité de la prestation. Le rapport de revue de marché devra être communiqué à l'établissement dans le mois suivant la réunion.

ARTICLE 25 – LITIGES

Par dérogation à l'article 46 du CCAG/FCS, en cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile. Le pouvoir adjudicateur pourra user de la même faculté en cas de manquement du Titulaire du marché.

Si les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord, le litige pourra être soumis aux tribunaux compétents de l'ordre judiciaire (Tribunal Judiciaire de Nancy – Rue Général Fabvier - 54035 Nancy) et seule la loi française sera applicable.

ARTICLE 26 – NANTISSEMENT - CESSION DE CREANCES

En vue de l'application du régime de nantissement, le comptable auquel le cessionnaire doit signifier les nantissemements ou notifier la cession de créances est le :

Directeur Comptable et Financier de UGECAM Alsace
10 Avenue Achille Baumann - BP 70104 - 67403 ILLKIRCH CEDEX

ARTICLE 27 - DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG-FCS

- L'article 4 du présent document déroge à l'article 4 du CCAG-FCS, concernant les documents contractuels ;
- L'article 10.1.2 du présent document déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS concernant l'émission et l'acceptation des bons de commande ;
- L'article 13 du présent document déroge à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, concernant les pénalités de retard ;
- L'article 21 du présent document déroge à l'article 42 du CCAG-FCS, concernant la résiliation ;
- L'article 24 du présent document déroge à l'article 46 du CCAG-FCS, concernant les litiges.